

---

# LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille  
à l'Assemblée Nationale.

N<sup>o</sup>. CLXI.

---

*Du Mercredi 26 Décembre 1789.*

**M.** Perès de Lagesse a offert un don patriotique de 3000 livres fait par M. d'Orbessan, président honoraire du parlement de Toulouse.

Sur le rapport d'un comité chargé d'examiner une machine de M. l'abbé de Mandres, il lui a été permis de l'apporter à l'assemblée.

M. Malouet est revenu à l'affaire de Toulon qui paroît lui tenir fort à cœur ; il a demandé un changement dans le procès-verbal de la veille qui portoit ces mots : *à la charge par le comité de faire son rapport.* M. Malouet vouloit que la lettre du président qu'il demandoit pour Toulon, ne dépendît pas du rapport à faire par le comité. On a renvoyé cette affaire à l'ordre de deux heures.

Les démissions du baron de Montboisier & du duc de Villequier ont été reçues.

M. Malouet a espéré d'être plus heureux en reportant les deux articles qu'il avoit déjà présentés plusieurs fois sur les municipalités. La question préalable ayant été demandée, un membre a représenté qu'on trouvoit dans des décrets précédens les mesures indiquées par M. Malouet.

*Tomé V.*

*L*

M. Fermond a ajouté qu'on pourra faire droit sur la motion de M. Malouet, lorsqu'on s'occupera du pouvoir judiciaire.

On a déclaré n'y avoir lieu de délibérer quant à présent.

M. de Mirabeau a demandé la reprise de la motion qu'il avoit faite le 10 de ce mois sur la graduation expérimentale qu'il vouloit exiger pour être éligible aux assemblées nationales & administratives.

On a demandé l'ajournement, attendu que cette motion ne peut être exécutée qu'en 1797; mais étoit-ce une raison suffisante pour ajourner? Un article constitutionnel doit-il être renvoyé à une autre époque?

M. de Clermont-Tonnerre ne le pensoit pas; il desiroit que cette question fût discutée, comme étant très-importante; il disoit, pour éloigner l'ajournement, qu'il falloit distinguer dans les loix l'exécution de l'effet, & que le législateur qui travaille pour le temps, devoit poser les principes & confier leur effet à l'avenir.

M. Dupont & plusieurs autres ont insisté pour l'ajournement.

En vain, M. de Mirabeau a fait sentir la nécessité de décider ce principe constitutionnel; il s'est borné à demander ensuite l'ajournement à jour fixe: cette demande a été rejetée, & on a prononcé l'ajournement indéfini.

Il est fâcheux que l'assemblée n'ait pas voulu s'occuper de cet objet. On ne peut disconvenir que c'est une sublime pensée, de mettre de la fraternité entre toutes les fonctions publiques, du moins dans la partie administrative; c'est une belle conception en législation comme en morale, de jeter un voile d'honneur sur toutes les magistratures, de changer tous les emplois publics en témoignage de vertu, & de faire de ces dépôts que la patrie confie à un citoyen autant, de titres pour parvenir aux



premières fonctions de la société. Il étoit utile en régénérant les municipalités , d'effacer les traces de cette espèce de flétrissure que l'orgueil, les préjugés, le despotisme des intendans, les intrigues des subdélégués, & le fisc lui-même leur avoient imprimé depuis un siècle. Il falloit enfin ouvrir le trésor de l'honneur, au lieu d'accorder à ces fonctions des privilèges odieux, des exemptions injustes & de vaines prérogatives. C'est ainsi qu'à Rome, par une allégorie admirable, on n'arrivoit au temple de l'honneur qu'en passant par celui de la vertu.

Si l'on n'avoit pas demandé l'ajournement sur ces grandes vues de M. de Mirabeau, on auroit pu, par la discussion, parvenir à faire un encouragement pour le peuple, des avantages dont l'auteur faisoit une exclusion. On ne peut se dissimuler que la motion de M. de Mirabeau tend évidemment, comme nous l'avons déjà dit, à resserrer le cercle des éligibles, déjà si fort rétréci par les décrets, & à concentrer les élections dans une certaine qualité de citoyens; au lieu qu'on auroit pu proposer de déclarer que tous les citoyens français qui auront réuni deux fois les suffrages du peuple comme membres d'une assemblée de département, de district ou de municipalité, seront dispensés des autres conditions d'éligibilité pour l'assemblée nationale : ces idées pourront peut-être un jour se reproduire avec la motion ajournée.

M. de Menouville a proposé une modification au décret des municipalités, qui a été renvoyée au comité de constitution.

On a repris enfin la discussion sur le rapport du comité militaire, sur le recrutement de l'armée.

M. le duc de Liancourt a établi que les avantages de la conscription sont loin d'être évidens; que tous les inconvéniens de l'enrôlement volontaire ne sont pas néces-



fairement inhérens à cette manière de recruter ; que ceux qui existent peuvent être évités , & que la comparaison de ces deux systèmes examinée avec quelque soin , doit déterminer le jugement de l'assemblée en faveur de l'enrôlement volontaire. « En vain , disoit-il , l'homme supérieur à son siècle par son patriotisme & ses lumières , donnera-t-il l'exemple d'un service personnel qui l'éloignera de ses foyers & de ses affaires ; son exemple trouvera d'abord peu d'imitateurs. L'homme chargé d'une comptabilité , le citoyen vivant sur son champ , le négociant occupé des combinaisons du commerce , croiront être plus utiles à l'état en continuant leurs travaux qu'en faisant le service de l'armée. « Dira-t-on que le moyen de remplacement sera permis ? Alors ce système de conscription ne sera plus qu'un système d'enrôlement volontaire , que l'homme riche évitera toujours ; ainsi cette conscription militaire , qui est présentée comme le *palladium* de la liberté , ne favorisera que l'aristocratie des richesses. »

Après avoir considéré la conscription militaire sous le rapport de la constitution , M. de Liancourt a établi qu'elle ne remplira pas davantage , sous le rapport de l'armée , les conditions que ces partisans promettent ; les intérêts , l'étendue & la situation de la France , exigent non pas une armée enregistrée , mais une armée active , de la force que lui assignera la volonté nationale. Le métier de la guerre est devenu une science , & tant qu'il le sera pour nos ennemis , il faudra bien , sous peine d'être battu , chercher à les imiter.

M. le duc de Liancourt craignoit que la conscription & le remplacement , qui en seroit la suite , n'entraînaient tôt ou tard la division de l'empire ; la faiblesse dans l'armée , la discorde entre les provinces , l'oppression , la gêne & l'inquiétude dans tous les états , la désolation dans les familles ,



& qu'enfin , libres de nous , mais esclaves dans le fait , les Français seroient dans une condition plus déplorable que les nations les plus accablées sous le despotisme.

Après ce tableau effrayant des effets que l'orateur voyoit résulter de la conscription militaire , il a cherché à prouver que le mode d'enrôlement volontaire peut avoir moins d'inconvéniens que l'on ne lui en attribue. « Il est impossible , s'écrioit-il , de nier tous les vices reprochés aux enrôlemens volontaires pratiqués jusqu'à présent ; ainsi , quand le sort du soldat est mauvais , que la paie suffit à peine pour le nourrir , quand aucun moyen ne peut le soustraire à l'arbitraire & à la dureté de ceux de ses chefs qui veulent abuser de leur autorité ; quand le régime de l'armée le tient presque toujours séparé du reste de citoyens , on fait une classe à part & peu considérée ; il n'est pas étonnant que peu d'hommes embrassent , par le sentiment d'honneur & d'une volonté bien réfléchie , l'état de soldat. Le désespoir , le libertinage ou le besoin , doivent être alors les motifs les plus déterminans , & par lesquels la ruse & l'avidité des recruteurs attirent plus d'hommes au service ; les hommes engagés dans l'armée par des motifs aussi peu délicats , ne peuvent être de bons soldats , encore moins de bons citoyens ; étant sans liens qui les unissent à leur patrie , ils doivent lui donner sans cesse l'inquiétude d'en devenir le fléau. Cependant , quelle armée a jamais remporté autant de victoires signalées que l'armée française ? Combien de généraux étrangers n'ont-ils pas envié le bonheur de commander des soldats français ? & sans parler plus long-temps du courage & de l'intrépidité si naturelle au sang français , j'ose interroger ici tous ceux qui connoissent les troupes ; est-il dans notre armée un seul régiment qui ne renferme dans ses rangs des hommes qui réunissent au premier degré



les sentimens de brave & fidèle soldat , d'homme d'honneur & de bon citoyen. « En professant avec plaisir cette vérité , je suis loin , je le répète , de méconnoître les vices monstrueux de notre système militaire ; mais heureusement toutes ces conditions , qui sont aujourd'hui avec nécessité de notre armée une armée mal composée , mauvaise & dangereuse , ne sont pas inhérentes à la formation de l'armée française. Elles peuvent être facilement détruites & remplacées par des conditions qui assureront à l'enrôlement volontaire les succès les plus certains.

Je me réfère à l'avis du comité militaire , & je pense que l'assemblée nationale doit décréter , que le mode de recrutement volontaire sera le seul adopté pour le recrutement de l'armée française soldée ; laissant au comité de constitution le soin de présenter ses vues sur l'organisation des milices nationales , & au comité militaire son travail sur la constitution de l'armée. »

L'assemblée , après avoir beaucoup applaudi ce discours , en a demandé l'impression.

M. le vicomte de Mirabeau a succédé dans la tribune à M. le duc de Liancourt.

» Bien loin d'obtenir un résultat des travaux de notre comité militaire , a-t-il dit , nous en avons entendu trois membres qui nous ont chacun proposé un plan différent.

Le premier a établi que le recrutement à prix d'argent étoit le plus aisé & le plus convenable en France. Le second nous a proposé la division de l'armée en corps actif & corps auxiliaire : il vous a peint l'armée existante sous des couleurs défavorables ; il est parti de-là pour vous proposer un moyen qu'il croit sûr pour la rendre nationale , celui du cantonnement des régimens pour leur recrutement & même pour la composition des leurs officiers ; il paroît adopter d'ailleurs la conscription militaire

pour le corps d'armée, Le troisième adopte exclusivement la conscription militaire; c'est entre ces trois plans qu'il faut opter ».

M. de Mirabeau pensoit qu'il valoit mieux réformer & améliorer l'ancien état des choses, que de changer entièrement l'organisation militaire.

« Personne, a-t-il ajouté, ne croit plus que moi à la valeur d'un citoyen qui défend ses foyers; je connois la bravoure avec laquelle les paysans de la Dalécarlie ont remis Gustave Vasa sur le trône; mais sans déprécier ma patrie, il faut considérer la différence qu'il y a entre les qualités & les mœurs.... Quant à la conscription, j'ai été étonné de voir invoquer la liberté pour appuyer le plan le plus dur & le plus prononcé de tous en esclavage. »

On sent bien qu'avec ces idées, M. le vicomte adoptoit le recrutement volontaire, comme le seul moyen qui fût à notre portée. « Si l'on vous proposoit, disoit-il, de remplacer la prestation d'argent pour la réparation des routes par un service réel, vous croiriez que c'est une arrière pensée d'esclavage; eh bien! on vous propose, au lieu de trois jours de travail, une abnégation de votre liberté pendant six années. Appellerez-vous cela un acte de liberté? Non, sans doute: ce qui est instant, c'est de régénérer l'armée par le recrutement; recrutez donc à prix d'argent; rendez l'état du soldat plus respectable, & saluez-vous d'un mot de ce paysan Suédois, qui, au moment où dans le sénat les trois premiers ordres proposoient de forcer tous les contrebandiers à servir dans l'armée, ce cultivateur dit ce mot sublime: eh! que deviendra la dignité du mot *soldat*? La proposition fut rejetée ». Ainsi, M. le vicomte, après s'être donné le plaisir de parler des divers ordres de Suède, ne pouvant plus



parler de ceux de son pays, a fait la motion, que préalablement l'assemblée donnât un décret pour remettre l'ordre & la discipline dans l'armée.

M. de Beauharnais a porté ensuite la parole. « Il est également important, a-t-il dit, que l'armée soit assez forte pour nous empêcher d'être conquis, & pas assez puissante pour nous assujettir, puisque la durée de la liberté nationale, attachée à la mesure exacte de la force publique, oblige la puissance législative à faire une loi qui fixe la force de l'armée, le rapport qu'il y a entre le maintien de l'ordre public, la solde des troupes & la partie des finances qui y est affectée. Voilà les bases sur lesquelles il est constitutionnellement intéressant de prendre un parti, & sur lesquelles le pouvoir exécutif doit être assujéti à élever la constitution militaire ».

M. le vicomte de Beauharnais a parlé aussi d'une base qui n'est pas moins intéressante, ni moins violée tous les jours par les ministres; c'est le respect d'un article de la déclaration des droits qui rend tous les citoyens admissibles à tous les emplois: cet article empêchera toutes ces ordonnances exclusives, par lesquelles l'orgueil aristocratique mettoit des conditions odieuses à l'avantage de servir sa patrie; ce seroit autrement, disoit l'orateur, consacrer de nouveau la distinction d'ordre, & cette humiliante échelle de preuves de noblesse qui entretenoit la vicieuse existence des troupes privilégiées. »

Il ne restoit plus qu'à déterminer la force de l'armée, d'en fixer le prix & de déterminer quel sera le mode de la recruter.

En donnant la préférence à la conscription, M. de Beauharnais disoit que sans entrer dans de nouveaux détails, il lui paroïsoit suffisant de dire que l'organisation militaire à préférer seroit celle qui participeroit à la fois des avan-



tages des deux projets, qui laisseroit le peuple des campagnes à leurs utiles travaux, alimenteroit, durant la paix, le noyau d'armée disciplinée & indispensable à conserver, & qui, dans tous les temps, seroit alimentée par des engagemens volontaires. »

Un projet de décret a suivi ce discours.

M. de Vemphen a parlé sur cette question avec beaucoup de précision. Son discours a été très-applaudi; l'assemblée en a demandé l'impression. Nous en rendrons compte incessamment.

L'ordre de deux heures a ramené M. Malouet à la tribune, qui a voulu parler encore de l'affaire de Toulon; mais il a été bientôt interrompu par des membres qui disoient que cette affaire étoit renvoyée au comité de rapport, & qu'on ne pouvoit pas communiquer à l'assemblée des lettres du ministre qui ne lui étoient pas adressées.

MM. de Fumel, Dufraisse, l'évêque de Perpignan & plusieurs autres membres, se sont élevés avec force contre cette interruption; ils demandoient que M. Malouet fût entendu. M. Dufraisse vouloit que l'assemblée prit connoissance par elle-même des faits, & non par le comité des rapports, sauf à ajourner si les instructions n'étoient pas suffisantes.

M. Ferot a dit que le courrier extraordinaire de Toulon avoit rassuré les députés de Provence; enfin, après des débats très-orageux, M. Malouet a été entendu. Il a demandé que M. le président fût chargé d'écrire à Toulon, que l'assemblée prendroit en considération la demande des ouvriers de l'arsenal, après que la paix & la tranquillité seroient rétablies dans la ville, & que la même lettre assurât au peuple qu'aucune escadre ne menaçoit le port.

M. Ricard de Céalt a demandé à répondre.

« Comme il est absolument nécessaire, a-t-il dit, de



deffiler les yeux de l'assemblée, je certifie en qualité de député du bailliage de Toulon, qu'étant instruit des événemens qui sont survenus, qu'il y a connexité entre les événemens arrivés en novembre & celui du premier décembre, & je le prouverai; je certifie à l'assemblée qu'on a donné ordre de tirer sur le peuple avant que ce peuple pût avoir seulement l'idée d'arrêter le général; & les bas officiers qui ont répété l'ordre, certifieront l'avoir reçu, de qui ils l'ont reçu, & au nom de qui ils l'ont répété aux soldats; je certifie à l'assemblée que des préparatifs avoient été commandés plusieurs jours à l'avance; que des exhortations d'obéissance avoient été recommandées dans les quartiers; que des gargousses & des cartouches avoient été commandées dans le parc d'artillerie, & que ces instrumens de destruction avoient été délivrés aux soldats, tandis qu'on avoit constamment refusé à la milice nationale de donner deux cartouches aux factionnaires, qui s'obligeoient de les rendre à la garde qui venoit les relever.

» On prouvera encore que le comte d'Albert auroit pu arrêter cette insurrection, si, au lieu de disposer son armée, il avoit cédé aux sollicitations pressantes des consuls, qui l'assurèrent qu'ils ne répondoient pas d'une émeute le lendemain; il auroit pu l'arrêter même le lendemain, s'il avoit cédé aux instances de la députation, qui lui demanda la grace des deux charpentiers, qui ajoutoient à d'autres délits celui d'avoir arboré les premiers la cocarde nationale; mais la grace fut accordée, lorsque les soldats se furent déclarés citoyens, lorsque l'exécution de la loi martiale eût été refusée, & que le peuple étoit en insurrection. C'est la milice nationale qu'on voudroit inculper aujourd'hui, qui a sauvé la vie au comte d'Albert; c'est contre cette milice nationale, protectrice de la vie des officiers & des droits du citoyen, qu'on voudroit surprendre un décret de l'assemblée pour blâmer leur conduite ».



Ici M. Ricard s'est élevé avec indignation contre les traitemens essayés par un des hommes les plus braves de la nation & de l'Europe.

« Je sens, a-t-il dit, que le peuple ne peut être justifié que parce qu'on doit avoir été convaincu qu'il vouloit altérer à sa liberté, & lui faire reprendre ses fers; c'est ce dont vos comités des recherches & des rapports vont s'occuper; mais si j'ai appris ce traitement de M. d'Albét avec indignation, j'ai entendu, avec horreur, qu'on vous proposoit d'employer la plume de votre président pour assurer le peuple de Toulon que s'il ne rentrait pas dans l'ordre, on ne lui accorderoit pas les demandes les plus raisonnables. Est-ce ainsi que nous traiterions 20 mille citoyens qui ont donné des preuves de patriotisme? Si l'on pouvoit croire que l'intrigue ou l'artifice nous eussent arraché un décret qui n'eût pas été le vœu libre de l'assemblée, c'en seroit fait de la classe de ceux qui seroient soupçonnés d'y avoir participé..... »

Ici M. de Montlaugier a arrêté l'orateur, en le priant de répéter ces paroles : « Dans les villes de garnison, a dit M. Ricard, il y a ordinairement deux partis. Ceux qui ne veulent pas la révolution sont le plus petit nombre; c'est 19 mille contre mille, & ce seroit les exposer que d'envoyer le décret qu'on vous demande; il est de la sagesse de l'assemblée de prévenir ce malheur, en ne précipitant pas le jugement de l'affaire.

» M. Malouet parle au nom des ministres sur un événement dont nous sommes aussi bien instruits qu'eux; il nous parle du 7 à midi; nous avons reçu des lettres d'un courrier extraordinaire, du 7 à minuit, qui ne nous dit rien des faits qu'il a articulés. Je demande qu'il soit déclaré n'y avoir lieu à délibérer sur la motion de M. Malouet, & qu'il soit indiqué un jour fixe pour la lecture



du procès-verbal envoyé par les commissaires du corps municipal & du comité permanent de Toulon. »

M. Malouet a voulu expliquer encore quelques faits ; mais il étoit près de 4 heures & l'affaire a été ajournée.

---

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. N<sup>os</sup>. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 livres pour Paris, & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent ; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.